



Discours de M. Mike Harris, Premier ministre de l'Ontario (1995 - 2002), devant l'Institut économique de Montréal, à l'Hôtel Ritz-Carlton de Montréal, le 4 décembre 2002.

Introduction

Merci de cette présentation.

Il me fait plaisir d'être ici, au Ritz Carleton, une véritable institution dans la vie sociale de Montréal depuis plusieurs décennies. J'aime bien séjourner dans cette magnifique ville de 350 ans, si riche en histoire.

Je tiens à vous dire à quel point je me sens honoré d'être invité à passer du temps avec vous, les membres et invités de l'Institut économique de Montréal.

L'Institut est vraiment une force intellectuelle montante au Québec et au Canada. Son importance tient au fait qu'il apporte une nouvelle perspective sur les questions auxquelles la province doit faire face - une nouvelle façon de penser l'avenir du Québec. Comme premier ministre de l'Ontario, j'ai eu l'occasion de découvrir l'excellent travail de l'Institut et sa réputation de remise en question du statu quo.

Plus récemment, j'ai été nommé Senior Fellow à l'Institut Fraser, et cela m'a permis de savoir à quel point votre organisation contribue à la promotion du «bon sens» dans l'élaboration des politiques publiques à l'intérieur de votre province.

Votre *Bulletin des écoles secondaires du Québec* est un excellent exemple de cette approche sensée.

Je tiens donc à remercier Michel Kelly-Gagnon, directeur exécutif de l'Institut, de même qu'Adrien Pouliot, président du conseil de l'IEDM, qui m'ont invité à venir vous parler aujourd'hui.

Le temps est venu d'adopter un nouveau schème de pensée

L'Institut Fraser est un organisme apparenté au vôtre. Dans mes travaux à l'Institut Fraser, je consacrerai mon temps et mon énergie à explorer de nouvelles façons de penser l'avenir du Canada.

Il est non seulement temps d'adopter un nouveau schème de pensée pour envisager l'avenir du pays, mais cette nouvelle approche aurait dû être appliquée il y a longtemps.

Nous devons jeter un nouveau regard sur nos vieux problèmes.

Nous devons nous demander, à partir d'un nouveau point de vue, comment notre pays peut affronter la concurrence et gagner la partie afin de fournir des occasions, de la richesse et une meilleure vie à tous les citoyens.

J'ai confiance au Canada. J'ai confiance en son peuple, son potentiel et son avenir.

Cette confiance m'est inspirée en partie par un grand Canadien.

Je ne parle pas ici d'un Ontarien, ni même d'un politicien traditionnellement associé au Parti conservateur.

Celui qui m'inspire dans ma réflexion de ce soir était un avocat, un francophone et un Québécois. C'était aussi un monarchiste, un défenseur du libre-échange et un partisan d'une défense forte.

Je parle bien sûr du septième premier ministre du Canada, sir Wilfrid Laurier, à qui on attribue la prédiction voulant que «le XXe siècle doive être le siècle du Canada».

Voici exactement ce que Laurier a déclaré, il y a près de 99 ans, dans un discours que les écoliers étudient encore:

«Plus j'avance en âge... plus je remercie la Providence de m'avoir fait naître au Canada. Notre pays s'est montré modeste au cours de son histoire, même si celle-ci a été héroïque de bien des façons. Toutefois, j'estime que cette histoire commence à peine. Elle commence en ce siècle même. Le XIXe siècle a été marqué par les États-Unis, mais je suis persuadé que le XXe siècle sera le siècle du Canada.»

Je suis persuadé que Laurier avait raison. Son optimisme, son enthousiasme et sa foi dans notre pays étaient bien fondés.

Malheureusement, il s'était trompé de siècle...

Pourquoi donc?

On doit bien concéder que le XXe siècle a été favorable au Canada. Pourtant, bien des personnes présentes dans cette salle sont convaincues que notre pays aurait pu et aurait dû sortir beaucoup plus fort de cette période.

Il y a beaucoup trop de temps que nous n'avons pas réussi à exploiter pleinement le potentiel de notre pays.

Comme entrepreneurs, comme gens d'affaires, comme preneurs de risques et comme travailleurs, les Canadiens sont à mon avis égaux, sinon supérieurs aux Américains. Par exemple, les Canadiens sont, en moyenne, mieux éduqués et en meilleure santé que leurs voisins du Sud.

Nous possédons les ressources... la population... la position géohistorique... et le potentiel naturel et intellectuel... pour être des chefs de file mondiaux.

Alors quel est notre problème? Qu'est-ce qui nous retient?

On peut jeter le blâme sur des leaders nationaux qui, depuis un siècle, sont coincés dans de vieux schèmes de pensée et des approches rigides face à nos problèmes.

Cela émane de l'échec collectif des leaders nationaux canadiens, lequel s'est aggravé, à mon avis, au cours de la dernière décennie. Ils ont laissé le pays prendre du retard.

Nous devons donc commencer à penser à partir d'un nouveau point de vue.

Des décisions d'avenir difficiles

Il n'est jamais facile de penser dans une nouvelle perspective.

Cela requiert du courage, de la conviction et l'assurance qu'une approche innovante améliorera la situation.

Cette leçon, je l'ai apprise sur le tas pendant que nous nous efforçons de tirer l'Ontario de l'ornière et de le remettre sur la bonne voie avec la révolution du bon sens.

Dès 1994, quand mon équipe a publié son plan de changement, un an avant l'élection provinciale, les soi-disant experts politiques se moquaient de nous.

Ils prétendaient que nos puissantes réductions d'impôt ne créeraient pas d'emplois...

Ils ont déclaré que les Ontariens n'appuieraient jamais les décisions difficiles nécessaires pour équilibrer le budget de la province et restaurer sa viabilité économique...

Ils ont attaqué notre plan pour remettre les assistés sociaux au travail...

Ils ont prétendu que nous ne gagnerons jamais.

Leur litanie de fausses prédictions est interminable.

Nous avons quand même réussi. Nous avons proposé un plan clair, et les Ontariens nous ont appuyés. Nous avons tenu parole et livré les résultats promis:

- 882 700 nouveaux emplois...
- 196 réductions d'impôt, sur les revenus personnels, les revenus d'entreprise et le capital...
- Trois budgets équilibrés consécutifs...
- 600 000 assistés sociaux de moins...

Notre plan a fonctionné. Grâce à l'ardeur au travail et aux sacrifices de 11 millions d'Ontariens, nous avons remis la province sur les rails.

Que ce soit à Queen's Park, à l'Assemblée nationale ou sur la colline Parlementaire d'Ottawa, les gens attendent tous la même chose de leur gouvernement, peu importe où ils vivent.

Qu'on soit à Streetsville en Ontario, ou au lac Saint-Jean, les citoyens ordinaires, ceux qui travaillent et respectent les lois, veulent que les gouvernements représentent leurs valeurs et s'occupent des problèmes qui les inquiètent chaque soir lorsqu'ils s'assoient autour de la table de cuisine.

Les groupes de pression qui profitent du statu quo se remplissent les poches aux dépens de la majorité. Peu leur importe d'accroître l'efficacité ou la productivité. Ils ne s'intéressent qu'à leurs intérêts personnels, quoi qu'il en coûte aux gens ordinaires et au reste de la société.

Savez-vous ce qui arrive aux politiciens qui se mettent à la remorque des sondages et prennent leurs décisions en fonction des groupes de pression?

Ils ne donnent satisfaction à personne...

Nous avons un vieux proverbe qui dit: si vous ne savez pas où vous allez, n'importe quel vent vous y mènera.

Les vrais leaders sont ceux qui savent faire leur devoir. Ils tiennent parole malgré l'adversité, les protestations et les plaintes des groupes d'intérêts qui défendent l'ordre établi.

Voilà le type de leadership que méritent les Québécois et tous les autres Canadiens.

Le défi

Je sais que, si nous changeons nos schèmes de pensée et relevons nos défis avec l'ingéniosité des Canadiens, nous pouvons faire que XXI^e siècle soit le nôtre.

Par exemple, nous avons besoin d'une nouvelle approche pour garantir la vigueur de notre économie et la prospérité des générations futures de Canadiens.

Nos leaders d'aujourd'hui ont une pensée défensive. Leur seul but est de «réduire l'écart» avec les États-Unis.

Pour le bien de nos enfants, nous devons absolument cesser de raisonner de cette façon.

Réduire l'écart n'est qu'une façon de vivoter...

C'est trop peu pour notre pays et pour son peuple.

Nous devrions plutôt avoir l'ambition d'être les premiers au monde quant à la productivité, à la création de richesses et au niveau de vie.

Nos dirigeants devraient s'attacher à mettre à profit les innovations et les cerveaux des Canadiens afin de soutenir une qualité de vie inégalée dans le monde.

Nous ne devrions pas nous contenter d'un deuxième, d'un troisième ou d'un quatrième rang...

Bref, les Canadiens ne devraient pas se satisfaire de moins qu'une performance économique de premier rang à l'échelle mondiale.

Mes amis, nous ne pouvons pas sous-estimer les difficultés que des années d'attentisme ont créées.

La performance économique du Canada s'affaiblit non seulement par rapport à celle des États-Unis, mais face à l'ensemble du monde industrialisé. Nous constatons des écarts croissants dans les revenus, la productivité, le pouvoir d'achat, l'innovation et le niveau de vie. Ces obstacles sont de plus en plus difficiles à surmonter.

Le Conference Board du Canada prévoit qu'en 2010, notre PNB par habitant sera de 40 000 \$ américains, alors que celui des États-Unis sera de 52 000 \$. C'est là un écart estimatif de 12 000 \$, qui représente le double de l'écart mesuré en l'an 2000.

Le groupe de travail sur la compétitivité, la productivité et le progrès économique, présidé par le professeur Roger Martin, a démontré que le PNB par habitant de l'Ontario se classait au 14e rang de 16 juridictions nord-américaines comparables, malgré les puissants allègements fiscaux et la croissance économique des dernières années.

Le Québec se classe au 16e rang, avec un PNB par habitant inférieur de 6 000 \$ canadiens à celui de l'Ontario.

Voilà un autre signe de retard. En 1980, l'État de Géorgie avait un PNB par habitant supérieur de 1 100 \$ à celui de l'Ontario. Dans les vingt années suivantes, il nous a complètement dépassés, même si nous sommes la locomotive économique du Canada. La Géorgie est passée du 12e au 7e rang avec un PNB supérieur de 7 000 \$ au nôtre.

Ce qui n'arrange pas les choses, c'est que le Forum économique mondial vient de déclasser le Canada du troisième au huitième rang, selon son indice de compétitivité de la croissance. Cet indice mesure les possibilités de croissance d'un pays au cours des cinq à huit prochaines années.

Mais derrière qui sommes-nous classés? Les États-Unis, bien sûr, mais aussi la Finlande, Taiwan, Singapour, la Suède, la Suisse et l'Australie...

Le débat est clos. Les faits sont là.

Nous pouvons faire mieux, et nous le devons.

Le Canada n'a d'autre choix que d'aborder ses problèmes dans une toute nouvelle perspective.

Les réductions d'impôt alimentent la prospérité

Au milieu d'une concurrence féroce, où il doit faire face principalement aux États-Unis et à l'Europe, le Canada doit réduire fortement les impôts pour devenir un modèle d'investissement, de croissance économique et de création d'emplois.

L'école de gestion Rotman a expliqué, dans un rapport récent, que même si le taux d'imposition de base, sur les entreprises, a baissé de 7% pour s'établir à 21% en 2004, le taux général de 36,3% qui prévaut au Canada sera supérieur au taux moyen de 34% de l'OCDE et sans comparaison aucune avec la faible imposition de pays comme les États-Unis, la Finlande, la Suède et l'Irlande.

Un petit pays comme l'Irlande nous donne une édifiante leçon de ce que les réductions d'impôt peuvent accomplir.

À la fin des années quatre-vingt, le gouvernement irlandais a compris que ses anciennes méthodes étaient infructueuses. L'Irlande était dans le marasme, et le gouvernement a réduit le fardeau fiscal de 40 % du PNB à environ 32% aujourd'hui.

Quel a été le résultat?

Avant cette réforme, le PNB par habitant de l'Irlande était deux fois et demie inférieur à celui du Canada. Aujourd'hui, 15 ans plus tard, il est supérieur au nôtre. C'est tout un revirement!

Le résultat? Des milliers de jeunes citoyens irlandais, qui s'étaient exilés, reviennent dans leur pays où ils trouvent des perspectives et des espoirs sans précédent.

Nous devons en faire autant.

De nouvelles solutions en matière d'investissements publics

Le Canada doit aussi trouver de nouvelles façons novatrices d'investir dans les facteurs de croissance économique nationale.

Des autoroutes modernes...

Des écoles, des collèges et des universités consacrés à l'éducation...

Des soins de santé à la fine pointe...

Nous n'obtiendrons une telle infrastructure que si nous remettons en question l'idée reçue selon laquelle l'État doit être seul à financer et à fournir de tels services. Ces facteurs de croissance économique ne seront réalisables qu'avec une importante participation du secteur privé.

En Ontario, notre gouvernement a permis au University Health Centre - le plus grand hôpital du pays - de financer une expansion massive, qui en a fait le joyau du système de santé canadien. Cette expansion a été rendue possible par l'émission d'obligations et à la participation financière du secteur privé.

Le University Health Centre de Toronto peut maintenant faire concurrence à d'autres, partout dans le monde, pour recruter les meilleurs professionnels de la santé.

Et savez-vous quoi ? Il n'en a pas coûté un sou de plus aux contribuables.

Tant pis pour les idées désuètes...

Le Canada a besoin de leaders suffisamment sages et visionnaires pour comprendre que profits et secteur privé ne sont pas des mots vulgaires. Ce sont plutôt les «services déficients» et l'«infrastructure déclinante» qui devraient nous offenser.

La compétitivité requiert aussi que des services publics de grande qualité, dont le réseau de santé, s'ouvrent à de nouveaux modes de prestation des services et à de nouvelles pratiques. Il le faut... car le statu quo n'est ni économique ni satisfaisant pour les patients.

Lever les obstacles internes à la croissance

En deuxième lieu, nous devons régler les problèmes économiques internes.

Nous pratiquons le libre-échange avec les États-Unis et le Mexique; pourtant, nous n'avons pas de libre-échange à l'intérieur du Canada. C'est ridicule.

Plutôt que d'élaborer des solutions authentiques aux problèmes économiques des régions, nos gouvernements perpétuent le cycle de la dépendance pour servir des intérêts politiques ou par simple habitude.

Ce n'est pas une façon de gouverner pour le peuple. Cela empêche le Canada et les Canadiens de réaliser pleinement leur potentiel.

Dans un monde où les frontières s'estompent et dans lequel le Canada affronte des géants économiques, comment se fait-il que nous ne pratiquions pas encore le libre-échange à l'intérieur même du pays?

On constate des troubles économiques internes dans toutes les régions défavorisées du pays. Je le sais bien, car le nord de l'Ontario, ma région natale, fait partie du groupe.

Nous devons réparer le système dysfonctionnel et discrédité du développement économique régional. On souhaite trop souvent que chaque ville du Canada jouisse des mêmes avantages que Toronto, Calgary ou Montréal, plutôt que de renforcer les qualités uniques de chaque région et lui permettre de se tailler une place sur la scène mondiale dans ses meilleures spécialités.

Certains jours, on dirait que tout le ministère du Développement des ressources humaines du Canada se consacre à la recherche de nouveaux moyens de dépenser l'argent des contribuables pour réaliser ses objectifs douteux.

La prospérité viendra si l'on réduit les impôts, que l'on simplifie les formalités administratives et qu'on permet à chaque région de montrer ses talents et son potentiel. Les subventions régionales et la manne électorale d'Ottawa n'apporteront rien de plus.

L'immigration comme facteur de croissance économique

En troisième lieu, nous devons commencer à comprendre que l'immigration est un outil essentiel de croissance économique et de compétition.

L'immigration nous apporte l'énergie, l'optimisme, la créativité, le potentiel, les capacités et les talents nécessaires pour faire avancer notre économie.

Au milieu d'une économie internationale moderne et hautement performante, le Canada doit comprendre que chaque professionnel de talent et chaque nouveau venu sont des atouts potentiels pour améliorer nos perspectives.

Le Canada doit recruter les meilleurs éléments. Prenons donc une décision stratégique et concevons une politique d'immigration qui fera du Canada la destination par excellence pour les immigrants qui possèdent l'énergie, la motivation et l'ambition nécessaires au progrès de notre pays. Accueillons les professionnels avec des bras ouverts et donnons-leur des encouragements directs à investir, à travailler fort et à récolter les fruits de leurs efforts.

Libéraliser nos marchés

En quatrième lieu, notre succès économique dépendra de notre capacité de créer un terrain de jeu vraiment équitable, où le succès d'une entreprise dépendra uniquement de son efficacité, de son ingéniosité et de son mérite.

Wilfrid Laurier se retournerait dans sa tombe, 100 ans plus tard, s'il voyait le nombre de marchés qui sont isolés de la concurrence et protégés de l'«impératif de la productivité».

Il nous dirait sans doute que cela entraîne une hausse des prix et des impôts en même temps qu'une dégradation des services. Et il aurait entièrement raison.

L'aviation, les banques, les communications et les médias sont quatre marchés dont la libéralisation profiterait aux consommateurs, aux contribuables et à l'ensemble des Canadiens.

N'oublions pas non plus l'avantage que le Canada retirerait d'une libéralisation du marché du travail.

La création d'un terrain de jeu équitable requiert aussi l'élimination des subventions aux entreprises et autres formes de parasitisme corporatif. Notre succès économique dépend de politiques fiscales équitables envers tous, et non d'une tentative futile de décider quels doivent être les gagnants.

Cesser de nous appuyer sur le faible cours du dollar

En cinquième lieu, nous devons cesser de miser sur le faible cours du dollar, une politique à courte vue qui nous paralyse.

Certains prétendent qu'un dollar faible est indispensable pour promouvoir l'exportation. Cela se vérifie peut-être à court terme, mais les avantages d'un dollar faible sont éphémères. L'utilisation d'une monnaie dévaluée comme béquille nous empêche d'améliorer la productivité là où ça compte, c'est-à-dire dans le coût même de l'exploitation d'une entreprise au Canada.

La valeur attribuée à notre dollar représente un verdict des marchés mondiaux sur la santé fondamentale de l'économie canadienne. Selon toute évidence, ce n'est pas un verdict positif.

Cette faiblesse de la devise est attribuable entre autres à nos antécédents d'incertitude politique. Il est bien simple de comprendre qu'un pays ayant tenu deux référendums sur son avenir constitutionnel en moins de 15 ans représente un plus grand risque pour les investisseurs qu'un autre où une telle incertitude n'existe pas.

À ce sujet, je me contenterai d'une seule affirmation: au fil du temps, le débat sur l'avenir du Québec à l'intérieur du Canada s'est substitué aux préoccupations réelles des Québécois et des Canadiens ordinaires. Les citoyens se préoccupent, par exemple, de savoir s'ils pourront envoyer leurs enfants à l'université, ou encore si ces mêmes enfants auront un emploi après avoir obtenu leur diplôme. Le débat constitutionnel nous distrait aussi du problème de la santé et du problème de l'éducation.

Sans la prospérité, aucun d'entre nous ne peut accomplir ce qu'il désire pour sa famille. Il me semble que c'est la seule préoccupation à laquelle les citoyens de cette province veulent que leurs gouvernements se consacrent.

Ce n'est que si nous attaquons les causes profondes de notre faiblesse économique que nous pourrions renforcer notre monnaie. D'ici là, la santé de notre économie continuera de reposer sur la vente à rabais de nos ressources et sur la prise de contrôle de nos entreprises par des concurrents étrangers.

Malheureusement, nos dirigeants actuels voient les choses autrement. Le premier ministre du Canada aurait déclaré qu'il ne voyait rien de mal au faible cours du dollar. Il aurait même laissé entendre qu'une politique maintenant un faible taux de change serait bonne pour le pays.

Cela paraît peut-être acceptable au premier ministre, mais ce ne devrait pas être acceptable aux yeux des Canadiens. C'est sous-estimer notre capacité d'affronter les concurrents et de gagner dans la course mondiale à la création de la richesse.

Je refuse de me satisfaire d'un niveau de vie et d'un pouvoir d'achat toujours inférieurs à ceux des Américains. Je le refuse non seulement pour moi, mais aussi pour mes enfants et pour les générations futures.

Malheureusement, beaucoup de jeunes Canadiens talentueux, insatisfaits eux aussi, sont prêts à quitter le Canada pour jouir de la liberté économique et des possibilités que leur offrent les États-Unis.

Le rôle du Canada dans le monde

Avant de conclure, permettez-moi de proposer aussi un nouveau schème de pensée concernant la place du Canada dans le monde.

Laurier avait profondément confiance en l'avenir du Canada et en sa capacité d'établir en toute assurance des relations avec les autres pays. C'est pour cette raison qu'il a proposé la réciprocité - c'est-à-dire le libre-échange - avec les États-Unis, dès 1891, c'est-à-dire pratiquement un siècle avant que le Canada n'adopte effectivement cette mesure.

Aujourd'hui, nous avons mis sous le boisseau une bonne partie de cette assurance.

Le Canada est généralement respecté et bien vu dans le monde. Mais si les gens nous écoutent, malgré notre isolation géographique et notre faible population de 30 millions d'âmes, c'est en raison de notre relation particulière avec la «dernière superpuissance» au monde.

Aucun autre pays n'a autant d'influence «potentielle» auprès des États-Unis. Aucun ne peut prétendre à un tel avantage stratégique.

Et, pourtant, à notre éternel dépens, notre gouvernement a volontairement raté cette occasion.

Plutôt que de collaborer avec les États-Unis, notre gouvernement préfère se quereller avec son voisin. Ces querelles surviennent parfois au moment même où nos amis Américains ont le plus besoin de notre appui.

Si vous en doutez encore, vous n'avez qu'à prendre l'exemple de la conseillère en communications du premier ministre.

Pouvez-vous croire que nos leaders nationaux se grattent encore la tête en se demandant pourquoi les Américains ne veulent pas négocier avec eux pour résoudre les différends commerciaux?

Parmi les exemples flagrants, prenons la réaction du Canada à la suite de l'attentat contre le World Trade Centre.

Si notre premier ministre s'était fait l'écho des paroles éloquentes de Tony Blair, ou encore s'il les avait prononcées lui-même, s'il avait été réellement prêt à collaborer pour protéger nos intérêts communs par la création d'un périmètre de sécurité nord-américain...

... alors, le président des États-Unis se serait montré plus ouvert envers nous sur des questions commerciales de grande importance.

Il pourrait peut-être même accepter de nous répondre au téléphone!

Je crois qu'à l'aube du XXI^e siècle, le Canada doit trouver un nouveau moyen de promouvoir ses intérêts sur la scène internationale.

Dans les mois à venir, j'ai l'intention de traiter davantage de ces dossiers internationaux comme la sécurité et la défense.

Pour l'instant, commençons par comprendre qu'une bonne relation avec les États-Unis n'est pas une faiblesse, mais bien une grande force.

Le Canada peut promouvoir ses intérêts internationaux en maintenant une relation saine et ouverte avec les États-Unis, sans se perdre dans des joutes oratoires inutiles avec ses voisins.

Nous pouvons exprimer notre désaccord avec les États-Unis sur des questions internationales sérieuses, et ils respecteront ce point de vue s'ils ont la conviction que le Canada est un partenaire fort, crédible, qui remplit ses obligations internationales.

Pensez-y. Nous avons beaucoup à gagner, ne serait-ce que par un geste modeste.

Conclusion

Mes amis, je tiens à nouveau à remercier mes collègues de l'Institut économique de Montréal qui ont organisé cet événement. C'est un privilège pour moi que de me trouver parmi vous, et je vous remercie d'avoir bien voulu écouter mes opinions sur ce que peut accomplir notre pays.

Un peu plus tôt, j'ai mentionné l'Institut Fraser. Si j'ai beaucoup d'enthousiasme à travailler pour cet organisme - et pour l'Institut économique de Montréal -, c'est en raison des occasions que cela me donne de travailler encore plus à élaborer des idées pour rétablir le «bon sens» dans les affaires publiques de notre pays.

Je me réjouis à l'idée de collaborer, au cours des 12 à 18 prochains mois, avec quelques-uns des esprits les plus brillants au pays pour élaborer un ensemble complet de solutions de rechange pouvant guider le Canada pendant ce nouveau siècle passionnant.

J'ai l'intention de prononcer autant de conférences que possible sur mes idées pour l'avenir du Canada et sur la vision que partagent des millions de Canadiens comme vous et moi.

Le XXI^e siècle est encore jeune. Nos ressources et notre peuple sont toujours forts. Nous avons encore autant de potentiel qu'à l'époque de Wilfrid Laurier.

Ce sera le siècle du Canada.

Je vous invite tous, vous et les Canadiens d'un océan à l'autre, à relever les défis d'avenir de notre grand pays.

Ce sera alors, véritablement, le siècle du Canada.

Merci. Merci beaucoup.